



HAL
open science

De l'égalitarisme à l'équité: la traduction spatiale d'un changement de paradigme à l'échelon des sociétés locales en Europe centre-orientale

Samuel Depraz

► To cite this version:

Samuel Depraz. De l'égalitarisme à l'équité: la traduction spatiale d'un changement de paradigme à l'échelon des sociétés locales en Europe centre-orientale. Journées d'étude: "Egalitarisme et inégalités dans les pays de l'Est - Héritage, recomposition et critiques", Atelier de formation aux sciences sociales / EHESS - Varsovie, Dec 2003, Varsovie, Pologne. hal-01544950

HAL Id: hal-01544950

<https://hal.science/hal-01544950>

Submitted on 27 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Journées d'étude

« Egalitarisme et inégalités dans les pays de l'Est - Héritage, recomposition et critiques »

5&6 Décembre 2003 – Varsovie

Organisées par l'Atelier de formation aux sciences sociales EHESS- Varsovie

De l'égalitarisme à l'équité : la traduction spatiale d'un changement de paradigme à l'échelon des sociétés locales

Samuel DEPRAZ

Laboratoire *Mutations des territoires en Europe* U.M.R. 5045, Montpellier

Envisager le couple conceptuel de l' « égalitarisme et des inégalités » en Europe centrale post-socialiste impose de situer l'analyse dans une échelle précise sous peine d'aporie. En effet, si le discours global du socialisme valorisait un paradigme de l'égalité pour l'ensemble de la société, sa traduction dans les faits restait très différenciée selon le niveau spatial envisagé.

1. Une lecture multiscalaire du paradigme égalitariste

Une volonté de renversement des inégalités régionales

A l'échelon des régions, une politique de rééquilibrage macro-économique a effectivement été intégrée au plan pour combler le retard de modernité des marges orientales et des secteurs ruraux d'Europe centrale. L'idée consistait à créer de nouveaux cœurs économiques, selon une adaptation de l'analyse schumpeterienne des cycles d'innovation, afin de diffuser leur dynamisme aux secteurs environnants. Ce développement s'appuyait essentiellement sur la création *ex nihilo* de pôles d'industrie lourde, comme Sztálinváros / Dunaújváros (métallurgie) ou Leninváros / Tiszaújváros (pétrochimie) en Hongrie, par exemple, selon des modalités finalement voisines des pôles de croissance français envisagés par François Perroux durant la même période – si ce n'est que ces implantations socialistes ne s'appuyaient sur aucune aménité locale préexistante et bénéficiaient de ressources « sous perfusion » grâce aux apports énergétiques de l'Union soviétique.

Ceci s'est appuyé sur un discours géographique que l'on peut qualifier, à la suite de Nemes-Nagy, de l' « inégalité régionale renversée » : favoriser le Nord agricole par-rapport au Sud industriel de la République démocratique allemande, par exemple ; dans le cas hongrois, promouvoir une tripartition de l'Etat selon trois logiques socio-économiques qui effacent le gradient ouest-est précédent sous commandement germanique : (a) un « corridor d'innovation » central le long du Danube, commandé par Budapest, (b) un axe industriel au nord du pays, allant justement d'est en ouest, (c) un espace rural socialiste collectivisé et modernisé composé à la fois de la Transdanubie méridionale et de la Grande Plaine hongroise [Cséfalvay, (1997)].

Ce déplacement des polarités a eu quelques conséquences visibles dans la production économique ainsi que sur les dynamiques de peuplement. On a pu effectivement observer une relative égalisation des revenus au niveau régional ainsi qu'un effort qualitatif d'équipement des campagnes par l'électrification [Némes-Nagy, (2001)]. Dans le cas tchèque, il semble qu'on ait même obtenu une péréquation relative des revenus entre espace rural et urbain selon un état de relative aisance globale [Zrinscak, (1997)]. Mais ce modèle de développement régional n'a pas survécu aux réorganisations post-socialistes : au contraire, il est désormais à la base des problèmes mono-structurels des secteurs d'industrie lourde et de la crise soudaine de l'emploi agricole rural, les exploitations collectives ayant maintenu un niveau d'emploi artificiellement élevé en milieu rural et, partant, limité le degré de modernisation de la production. Des normes qualitatives trop basses et le vieillissement technologique sont deux facteurs-clefs qui ont préparé la crise de reconversion des structures collectives de production.

La lecture des inégalités régionales se fait maintenant selon une grille très proche de celle du pré-socialisme avec un « retour » des régions les plus riches vers l'ouest. Même dans le cas de la RDA, il semble que la crise industrielle du sud soit relativement moins durable que le déclin constant des espaces ruraux du nord. Le paradigme néo-libéral entraîne maintenant une politique nettement moins interventionniste qui s'appuie sur une logique programmatique et concertée pour planifier le développement régional, en comptant en particulier sur les fonds structurels européens.

Des disparités individuelles occultées mais persistantes

La notion d'égalitarisme semble en fait surtout avoir trouvé un écho à l'échelon des individus, si l'on en croit la nostalgie qui imprègne certaines couches de la population à l'évocation du système social disparu. Le paradigme égalitariste avec pour corollaire un attachement fort à l'Etat social est même la principale force qui a tempéré le renouvellement des élites sociales et permis les alternances politiques [Szelényi, (1995)].

Pourtant, ce discours global n'a pas vraiment entraîné en son temps la réduction des inégalités entre individus mais a plutôt entraîné leur *déplacement* sous d'autres formes.

Dans l'espace rural, par exemple, on a assisté depuis 1990 à un transfert du capital, de sa forme « culturelle » et « idéologique » vers sa forme « financière », ce qui est une façon de révéler les ressorts de la stratification sociale effective du socialisme [Maurel, (1994)] : les édiles locaux actuels, ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique, sont souvent encore les agronomes, les comptables ou les anciens présidents des coopératives, c'est-à-dire ceux qui dominaient dans les villages par leur position hiérarchique et leur savoir. Nos études en Petite Coumanie hongroise et dans le Mecklembourg allemand montrent que c'est toujours le cas pour 40 à 50% des communes rurales 14 ans après la rupture systémique.

Ce sont également eux qui ont su racheter les meilleures parts des entreprises collectives au moment où cela était possible, lorsque les lois n'étaient pas rigoureuses sur les modalités des restitutions/compensations en agriculture. Bien des études tendent maintenant à prouver que le retour ou maintien des élites socialistes aux positions de commande financière et économique a été préparé durant la dernière décennie du socialisme « à l'abri » derrière l'idéologie socialiste, par exemple avec la « loi d'appropriation légale » polonaise de 1988-1989 [Mink, Szurek, (1998)] ou dans la « seconde société » hongroise, support d'une formation initiale de capital précoce [Hankiss, (1990)].

L'égalitarisme n'excluait pas non plus une part d'hypocrisie, puisqu'il n'a pas empêché l'essor d'une *nomenklatura* marchant sur les traces des hiérarchies sociales antérieures : la

dissymétrie est-ouest de Budapest a traversé sans dommages la période socialiste ; les investissements consentis pour l'élite politique du SED en Mecklembourg dans certains sites de chasse et de villégiature amènes constituent également une marque des ségrégations socio-spatiales socialistes entre individus.

Enfin, l'idéologie égalitariste n'était pas exempte de tabous au plan individuel : masquer l'alcoolisme, occulter le chômage par un sous-emploi de la main d'œuvre non-qualifiée à défaut d'une politique d'accompagnement social en sont deux aspects aujourd'hui décriés par les élus locaux comme une bombe à retardement léguée par le socialisme.

La transformation systémique, en adoptant ouvertement le discours du néo-libéralisme, a donc exacerbé toutes ces différenciations individuelles plus qu'elle ne les a créées. Ceci étant dit, ce nouveau paradigme s'avère très néfaste pour certains groupes sociaux bien identifiables qui étaient auparavant théoriquement intégrés au système d'Etat : minorités ethniques, femmes, ruraux peu qualifiés. Par exemple le déclin des structures sociales en milieu rural, la disparition de l'offre en emplois ouvriers dans les ateliers de sous-traitance industrielle ont ainsi entraîné le retour contraint des femmes au foyer, une autre forme de chômage déguisé. On parle en Hongrie du passage d'un régime d'assurance sociale à un régime d'assistance sociale [Ferge, (1998)], avec le remplacement d'un principe de solidarité même théorique par un principe de ciblage restrictif des aides sociales – ce qui implique nécessairement des perdants.

Un troisième niveau d'analyse : celui des sociétés locales

Un échelon intermédiaire peut cependant être envisagé pour pointer concrètement les modalités de ces deux évolutions : celui des « sociétés locales », c'est-à-dire une « micro-formation sociale en zone rurale », « niveau élémentaire d'organisation de la vie sociale, économique et administrative » [Maurel, (1989), p.29].

Les sociétés locales se trouvent précisément à la jonction entre les logiques de planification régionale et les trajectoires personnelles des individus qui les composent. C'est un espace social souvent identifié au village – parfois à la commune lorsque son emprise est différente – qui a acquis une légitimité nouvelle après 1989, avec la reconnaissance de son autonomie politique et budgétaire. Il joue désormais un rôle central dans la transmission de l'action publique vers les citoyens tout en intervenant concrètement pour la valorisation du cadre quotidien de la vie sociale.

Si sous le socialisme « le modèle d'encadrement et de gestion centralisé des territoires ruraux avait entraîné la perte d'autonomie des communautés locales, l'anomie de la vie associative, le sentiment d'une dépossession territoriale et le repli sur la sphère individuelle » [Maurel, (1994), p. 133], cet échelon spatial est désormais le lieu d'invention de stratégies collectives à l'interface entre les prescriptions du nouveau paradigme néo-libéral et les comportements individuels encore tournés vers les stigmates du socialisme. Elus et acteurs locaux s'adaptent, se résignent ou se consacrent aux nouvelles logiques territoriales selon le contexte socio-économique de leur commune. Leurs réponses nous permettent de cerner l'état de diffusion d'un changement de paradigme au niveau local.

Notre propos s'appuiera donc sur les premiers résultats d'une enquête en géographie sociale menée en 2002-2003 auprès d'une quarantaine de sociétés locales (élus, responsables locaux) en Allemagne et en Hongrie afin de tenter de cerner les points d'inflexion et les facteurs de différenciation dans les trajectoires de chaque collectivité étudiée.

2. Sociétés locales et principe d'équité

Le principe d'équité du néo-libéralisme, une lecture critique

L'expression du paradigme néo-libéral à l'échelon des sociétés locales peut être sommairement résumée par l'idée d'« équité ». Bien loin de l'encadrement étatique des conseils du peuple socialistes, les communes sont maintenant indépendantes dans leurs choix d'investissement et leur gestion des services sociaux (écoles, centres médicaux et culturels, rétribution des fonctionnaires territoriaux de la commune). Cette liberté et ce large éventail de responsabilités, accompagnés d'un budget propre et d'impôts locaux, conduit inévitablement à des divergences voire au creusement des inégalités entre sociétés locales, selon le degré de richesse des habitants, la taille et le capital de la commune.

Pour permettre l'indépendance effective des sociétés locales et limiter les écarts entre communes, les Etats post-socialistes ont privilégié un mécanisme très répandu de financement normatif des communes au *pro rata* des habitants. En outre, un financement spécifique est attribué aux plus petits villages pour corriger les effets de taille et les pertes qu'ils représentent en termes d'économies d'agglomération [Soós, Toka, Wright, (2002)]. Mais ce transfert normatif est en général d'un montant limité et décroît constamment depuis 1990 : en effet, il ne constitue qu'une base de départ assurant l'égalité des chances entre communes, autrement dit une *règle d'équité*.

L'essentiel du financement des sociétés locales repose en fait de plus en plus sur un principe de mise en concurrence des communes, d'émulation entre acteurs ruraux. Pour obtenir des financements, il faut se porter candidat sur des programmes spécifiques et monter un projet. Ce dernier doit impliquer une part d'autofinancement, donc de revenus propres, et nécessite souvent des partenariats (communes voisines, administration locale voire Etat) pour pouvoir emporter l'enveloppe financière mise à concours. Ce sont les meilleurs projets qui sont financés ; il s'agit donc cette fois de financements « mérités », en aucun cas automatiques. On trouve ici la décalque des consignes européennes en matière de finances locales selon le modèle dominant de la « transitologie » : on considère les structures communales comme des entités nouvelles et équivalentes, à même de concourir dans une émulation stimulante pour le développement local.

Pourtant, le poids des héritages sociaux et des inerties organisationnelles feraient plutôt plaider en faveur de la « dépendance du chemin » ou *path dependency* [Dobry, (2000)]. Car postuler l'égalité des chances entre communes, même accompagnée d'un financement supposé équitable afin de corriger quelques disparités économiques et spatiales, c'est négliger la diversité du fait communal et des sociétés locales. D'une part, en termes économiques, la diversité est toujours plus grande que l'on ne peut l'appréhender par un mode de financement centralisé : les programmes spécifiques ne peuvent convenir à toutes les communes. D'autre part, toutes les communes sont-elles à même de répondre socialement à cet esprit nouveau de course aux financements ? Disposent-elles réellement d'une égalité culturelle des chances ?

Le rural à l'épreuve de la diversité

L'idée de diversité va en effet au-delà du seul constat économique : des critères spatiaux parfois insoupçonnés peuvent entrer en ligne de compte. Par exemple, l'introduction de l'économie de marché a exacerbé une organisation territoriale *polarisée* sur le principe « centre-périphérie ». Le retard en équipement routier de certains secteurs ruraux se traduit immédiatement par une décroissance démographique nette, un désinvestissement économique et une atonie de la vie sociale dans les villages, les fonctions quotidiennes de travail et de services étant regroupées en des sites éloignés.

L'introduction de nouvelles frontières administratives internes – limites de comitat (*megye*), de *Kreis* ou de *Land* – accentue également les distances-temps parce que les premières routes rénovées sont celles qui conduisent vers les centres administratifs, ou celles qui bénéficient d'un financement spécifique d'une institution donnée (*megye, Kreis, Land*) tandis que les routes « trans-frontalières » restent généralement en suspens en raison de la coordination que leur rénovation implique.

En revanche la recomposition autour des villes-centre est très active et suit un double mouvement de *métropolisation* et de *péri-urbanisation*. Le seuil critique d'attractivité des villes en milieu rural concerne des bourgades de 5000 habitants et plus : ces bourgades seules sont en croissance démographique et économique. Ensuite, tous les secteurs ruraux proches de ces villes-centre sont en reconversion rapide vers le tertiaire et une fonction résidentielle dominante. Un rayon d'une vingtaine de kilomètres marque la limite d'influence des plus grands pôles, cette distance correspondant à la balance entre le coût des trajets motorisés vers la ville-centre, le degré d'équipement actuel en automobile et l'état des routes, c'est-à-dire une distance-temps vers ces pôles de 30 minutes maximum.

Ce processus n'est pas exceptionnel : on le rencontre depuis longtemps en Europe occidentale. Ce qui est important ici, c'est qu'il se produit de manière accélérée selon une logique de « rattrapage » économique, et de manière sélective : tous les espaces ruraux connaissent peu ou prou une crise agricole, une stagnation démographique ; seuls quelques-uns bénéficient en revanche de la recomposition péri-urbaine.

Cette inégalité face à l'espace a fait l'objet de réponses particulières : programme d'aide aux villages enclavés¹ – c'est-à-dire un financement transféré supplémentaire qui ne remet pas en cause la logique initiale d'équité – ou bien la création d'associations intercommunales de réflexion, d'échange d'idées et de montage de projets en Hongrie² [Pfeil, (1999)]. Cette dernière structure est plus intéressante parce qu'elle sort du principe de mise en concurrence des sociétés locales pour proposer un partage d'expérience entre acteurs locaux. C'est en plus un niveau territorial supplémentaire, la micro-région (*kistérség*) qui vient combler l'écart entre communes et *megye*.

En Allemagne, une réponse plus radicale a été envisagée : dans les Nouveaux Länder allemands, la taille des communes reste très inférieure à celle des vastes communes fusionnées des anciens Länder : 1900 habitants en moyenne à l'est contre 17 600 à l'ouest. Aussi les petites communes rurales de l'est, tout en conservant de manière intangible leur autonomie budgétaire et décisionnelle, ont-elles été réunies vers 1993 en *Ämter* (offices intercommunaux), c'est-à-dire des services municipaux communs et centralisés³. Les maires – devenus volontaires – et les conseils municipaux bénéficient ainsi d'un professionnalisme et d'un conseil de la part de ce corps administratif commun qui gère et contrôle en légalité leurs budgets et décisions.

Ces différentes formes d'intercommunalité ont permis il est vrai de sensibiliser tous les élus des deux pays aux programmes de financements nationaux et européens : tous connaissent SAPARD ou LEADER+, par exemple. En revanche la mise en œuvre de ces financements reste malgré tout très limitée : d'autres obstacles expliquent encore une inégalité persistante face aux nouveaux modes de financement.

¹ *Önhibaján kívüli hátrányos helyzetű település*, programme des « localités en situation marginale et désavantageuse », dotation exceptionnelle de l'Etat répondant aux états de crise les plus patents de l'espace rural.

² *Területfejlesztési önkormányzati társulás*, associations de développement territorial des collectivités locales, ou *területfejlesztési tanácsok*, conseils en développement territorial, principe d'association entre communes (*kistérségi társulások*) suggéré par l'Etat dans la loi de 1996 sur « l'aménagement et le développement régional ».

³ Tout au moins en Mecklembourg et Brandebourg. D'autres Nouveaux Länder ont choisi des structures de coopération intercommunale calquées sur un modèle existant à l'ouest mais de nature proche : des associations administratives (*Verwaltungsgemeinschaften*).

Le poids des héritages socio-culturels

Les financements spécifiques des communes s'inscrivent en général dans des programmes standards au niveau régional (*Länder, megye*), national voire européen. Ils comportent bien souvent des seuils de population minimale. Pour ces deux raisons, ces financements sont plus difficiles à obtenir pour des petites communes dont les priorités ne figurent pas dans ces programmes trop standards, trop globaux, et dont la taille implique nécessairement des candidatures en commun avec les sociétés locales voisines. La complexité pour monter les projets est donc plus grande pour elles tandis que les personnels communaux ne sont pas forcément au fait des démarches à accomplir.

Or la tendance en matière de financement communal favorise précisément de plus en plus ces financements spécifiques au détriment des financements normatifs [Wollmann, (1999)] ; ceci renforce indirectement les inégalités structurelles entre communes, *ipso facto* leur dépendance vis-à-vis du pouvoir central. Les plus petites communes hongroises, faute de ressources propres suffisantes et de programmes adaptés, ne bénéficient que très peu des financements spécifiques et frôlent ainsi des taux de dépendance de 90 à 95% envers l'Etat.

Lesquelles peuvent sortir malgré tout leur épingle du jeu ? Les communes disposant d'un patrimoine hérité du socialisme, par exemple les sites de villégiature de la nomenklatura est-allemande, continuent de bénéficier d'une prime à l'ancienneté : étant déjà équipées en réseaux et en infrastructures de service, elles peuvent se porter candidates à des programmes moins prisés et maintiennent voire creusent ainsi leur avance. Un cercle vertueux fait qu'elles attirent ensuite des populations aisées, qui augmentent leurs ressources propres et assurent ainsi la politique future d'investissements de la commune.

La différence se fait sinon dans la personnalité des élus. Les communes dont les élus bénéficient d'un bon réseau informationnel (précisément les anciens cadres du parti, les dirigeants ou ingénieurs des coopératives) peuvent s'appuyer sur ces alliances pour monter quelques projets communs. Des agronomes ou comptables ayant été collègues dans des fermes d'Etat se partagent les mandats de plusieurs communes voisines en Hongrie et peuvent au besoin s'appuyer sur un solide réseau d'amitié.

Enfin, le rôle des élus enseignants en Allemagne est à souligner – cas fréquent, 42% des communes de notre étude : est-ce leur faculté d'explication ou de transmission de l'information qui aide, leur disponibilité ou leurs connaissances sur le système d'Etat ? Toujours est-il qu'ils ont souvent mieux su négocier la transition que d'autres élus. Par exemple en vendant dès 1990 le patrimoine immobilier de la commune, patrimoine qui est désormais une charge ruineuse : vétustes, inoccupés à 30 voire 50% et invendables faute de pression sur le marché du logement, les blocs d'habitation socialistes construits dans l'espace rural plombent durablement de nombreux budgets lorsque les communes n'ont pas réagi à temps.

Ceci dit, la réponse parfois apportée en Allemagne à cette irréductible diversité socio-culturelle et aux crises financières de certaines localités rurales a été la fusion incitative ou obligatoire des communes : la Saxe et la Thuringe en 1993, le Brandebourg en 2003 l'ont déjà fait, Mecklembourg et Saxe-Anhalt ont un projet en cours. C'est-à-dire que plutôt que d'adapter les modes de travail et de financement au maillage communal, ce sont les communes qui s'adaptent au standard ouest-allemand de la grande commune fusionnée et du financement spécifique sur programmes [Depraz, (2004)].

La politique de débrouille des sociétés locales

En Hongrie, suite à la loi de finances locales de 1990, les crédits provenant des impôts sur le revenu étaient attribués à 70% à la commune où ils étaient prélevés afin d'assurer l'indépendance budgétaire des nouvelles collectivités locales. Cette part a été abaissée d'année en année pour atteindre 5% en 2003.

Le but affiché de l'Etat était, en se désengageant, de contraindre les communes à percevoir des impôts locaux et à se ménager progressivement des ressources propres. Les programmes spécifiques pour l'équipement rural, ministériels ou européens, se sont multipliés dans le même temps (programmes pour les réseaux souterrains, modernisation des écoles, voirie) : autre incitation à l'autonomie financière, puisqu'il faut dégager des ressources propres pour pouvoir répondre à ces programmes. Enfin les dépenses obligatoires des communes, imposées par l'Etat, ont augmenté (salaires des fonctionnaires élevés de 50% en 2003, par exemple).

Mais l'évolution souhaitée par le gouvernement central n'est pas advenue partout dans l'espace rural : bien des élus ont préféré accroître leur taux de dépendance envers l'Etat, quitte à voir le budget communal s'appauvrir et les dépenses obligatoires bloquer toute possibilité d'investissement, plutôt que de lever des impôts locaux sur une population peu préparée voire hostile à cela (certaines communes ne prélèvent que l'impôt sur les véhicules, le seul impôt local obligatoire, et toutes se vantent d'avoir les taux les plus bas de la région).

Les équipes municipales réfléchissent plutôt à des solutions de « bricolage » dont voici quelques illustrations :

- on assiste à une vente progressive du patrimoine communal (forêts, terrains constructibles, bâtiments publics ou logements) et ainsi à un amenuisement progressif des réserves, même si la loi oblige les communes, en Hongrie comme en Allemagne, à provisionner en épargne un pourcentage fixe du budget ;
- les communes hongroises partagent certains postes coûteux comme des enseignants pour les écoles (par exemple les professeurs d'anglais, plus rares, sont aussi mieux payés) et créent des classes multiples en cas de faibles effectifs ;
- les subventions aux associations peuvent être remplacées par des prestations en nature (prêt gratuit de bâtiments communaux, garantie pour des projets associatifs auprès d'autres instances de financement) ;
- les municipalités participent à la création de « fondations » pour apporter un financement privé et volontaire, à côté des ressources communales, aux écoles ou aux services sociaux ;
- plus encore, certaines communes font appel au bénévolat : pour rénover les routes agricoles du village, un élu hongrois n'a pas hésité à proposer aux exploitants concernés de venir faire les travaux. La mairie fournit les engins et les matériaux, ainsi qu'un repas festif pour célébrer la fin des opérations.
- dans tous les cas, en Allemagne et en Hongrie, c'est le tissu associatif qui semble prendre la relève de l'action communale dans certains domaines de la vie rurale : animation culturelle et sportive, action médicale (service de distribution de repas aux personnes âgées, soins à domicile).

Le constat le plus fréquent reste toutefois l'immobilisme croissant de sociétés locales vivant sur leurs réserves, *refusant tout crédit* et finançant en propre de tous petits investissements. Seules quelques rares localités s'enfoncent dans un endettement calculé afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la précarité de leurs finances et le problème social auquel elles s'estiment confrontées.

Conclusion : un décalage entre paradigmes ?

L'inégalité envisagée au plan des sociétés locales des campagnes d'Europe centrale ne s'exprime donc pas exclusivement en termes immédiatement quantifiables. Elle ressort aussi des effets de taille – économies d'agglomération – du facteur de la distance au centre et de l'enclavement. Plus encore, elle est accentuée par une distance socioculturelle aux prescriptions nouvelles des gouvernements centraux, lesquelles reposent essentiellement sur les impératifs de convergence de l'Union Européenne et sur l'intégration au paradigme néo-libéral dominant.

Les sociétés locales hongroises et est-allemandes s'appuient encore partiellement sur certaines représentations de l'Etat et des gouvernements locaux héritées du socialisme. Le discours égalitariste se perpétue par des réactions de type communautaire (solidarité locale face aux politiques globales nationales jugées inadaptées) ou des relations d'« acceptation contrainte » des politiques globales : on ne répond aux que dans la limite des obligations légales et des nécessités communales, pour le reste l'on invente des solutions originales reposant sur la capacité d'investissement social des habitants. Tout ceci peut tempérer notablement la mise en application des nouveaux modes de financement communal fondé sur un paradigme concurrent, ou à tout le moins exogène.

Le développement rural centre-européen, et partant l'objectif de minorer les inégalités entre sociétés locales, semble donc devoir compter sur ce niveau crucial qu'est le communal et l'intercommunal pour atteindre un niveau performatif significatif. Et c'est manifestement en comprenant la diversité des situations et des *représentations* de l'échelon local que cette efficience pourra être atteinte.

Références :

- CSÉFALVAY Z. (1997) – *Aufholen durch regionale Differenzierung ? Von der Plan- zur Marktwirtschaft ; Ostdeutschland und Ungarn im Vergleich*, coll. *Erkundliches Wissen* n°122, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 235 p.
- DEPRAZ S. (2004) – “Du territoire identitaire au maillage fonctionnel : la réforme graduelle des communes dans les Nouveaux Länder allemands », *Actes du colloque “Territoires institutionnels, territoires fonctionnels”*, IRVSM, Mâcon (à paraître).
- DOBRY M. (dir.) (2000) – “Les transitions démocratiques, regard sur l'état de la transitologie”, in *Revue française de science politique* vol. 50 n°4-5, numéro thématique, pp. 579-747.
- DÖVÉNYI Z. (2001) – “Development and Spatial Disparities of Unemployment in Hungary”, in Meusburger P., Jöns H. (Ed.), *Transformations in Hungary, Essays in Economics and Society*, Physica-Verlag, Heidelberg, 382 p.
- FERGE Zs. (1998) – “L'évolution des politiques sociales en Hongrie depuis la transformation de système”, in *Revue d'études comparatives Est-Ouest* vol. 39 n°3, C.N.R.S. Editions, Paris, p. 35-59.
- HANKISS E. (1990) – *Hongrie, diagnostic ; essai en pathologie sociale*, Éditions Georg, Genève, 258 p.
- MAUREL M-C. (1994) – “La naissance de nouveaux acteurs sociaux sur la scène locale”, in *Revue d'études comparatives Est-Ouest* vol. 35 n°4, C.N.R.S. Editions, Paris, p. 131-145.
- MAUREL M-C. (1989) – “Sociétés locales, territoires, pouvoirs en Europe de l'Est”, in “Pouvoir, territoires, identités dans les sociétés rurales européennes”, *Espace Rural* n°20, Université Paul Valéry, Montpellier, pp. 27-49.

- MINK G., SZUREK J-C. (1998) – “L’ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires”, in *Revue française de Sciences politiques* vol. 48 n°1, p. 3-41.
- NEMES-NAGY J. (1994) – “Regional Disparities in Hungary during the Period of Transition to a Market Economy”, in *Geojournal* vol. 32 n°4, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, p. 363-368.
- PFEIL E. (1999) – “Co-operation among Local Governments as the Foundation for Regional Subdivision”, in HAJDÚ Z. (Ed.), *Regional Processes and Spatial Structures in Hungary in the 1990’s*, Centre for Regional Studies, Pécs, p. 77-98.
- SOÓS G., TOKA G., WRIGHT G. (Ed.) (2002) – *The State of Local Democracy in Central Europe*, L.G.I. Books coll. “Local Government and Public Service Reform Initiative”, Open Society Institute, Budapest, 496 p.
- SZELÉNYI I., WNUCK-LIPINSKY E., TREIMAN D. (Ed.) (1995) – “Circulation or Reproduction of Elites during the Post-communist Transformation of Eastern Europe”, in *Theory and Society* vol. 24 n°5, p. 615-812.
- WOLLMANN H., ROTH R. (Hrsg.) (1999) – *Kommunalpolitik, politisches Handeln in den Gemeinden*, Leske + Budrich GmbH, Opladen, 851 p.
- ZRINCAK G. (1997) – *Mutations des campagnes tchèques, une décollectivisation pragmatique*, Belin coll. « Mappemonde », Paris, 256 p.